Intellectuels et médias en Finlande

Intellectuals and Media in Finland

Risto Alapuro

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4310>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4310

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 63-71

ISBN : 978-2-86480-848-0

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Risto Alapuro, « Intellectuels et médias en Finlande », *Questions de communication* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 06 octobre 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4310> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4310

RISTO ALAPURO

Département de sociologie
Université d'Helsinki, Finlande
Risto.Ala.puro@helsinki.fi

INTELLECTUELS ET MÉDIAS EN FINLANDE

Résumé. — En Finlande, l'intelligentsia s'est créée au XIX^e siècle sur les institutions universitaires pour adopter un rôle social de représentante des groupes organisés du « peuple », avant de s'installer dans les structures politico-administratives de l'État. En 1989, les professeurs d'université occupaient une position dominante dans le classement et le palmarès des intellectuels. Parallèlement, la médiatisation de la société a lancé un défi à ce modèle, érigeant les intellectuels en porte-parole du « peuple », actifs au sein d'associations. Cette médiatisation accentue la figure de l'intellectuel « expert » ou « responsable », une tendance persistante de la tradition finlandaise. En outre, un classement récent des intellectuels atteste non de la disparition des professeurs d'université, mais de la diminution de leur influence. Enfin, sur un autre plan, clivée dans son histoire entre l'influence suédoise et russe, la Finlande se tourne aujourd'hui vers Bruxelles.

Mots clés. — Intellectuels, médias, représentation, associations, Finlande.

Comme partout en Europe, l'entrée dans un monde médiatique a redéfini le rôle des intellectuels en Finlande. De moins en moins « législateurs », de plus en plus « interprètes » (Bauman, 1987), de plus en plus « célébrités » (Debray, 1985)¹, ils se définissent par rapport à la société et sont définis par elle autrement. Pourtant, à plusieurs égards, leur rôle reste marqué par la tradition nationale qui ne s'est pas estompée avec le passage à la société médiatique, mais qui a été modifiée par son avènement. De fait, quelle est alors la forme spécifiquement « finlandaise » du rôle des intellectuels dans la société, et plus particulièrement dans un processus de médiatisation de l'espace public ?

Porte-parole du peuple et fonctionnaires de l'État

Pour répondre à cette question, il faut adopter une perspective historique et prendre en considération le caractère spécifique de l'espace public en Finlande² ; une considération justifiée par le fait que la notion est intrinsèque à la définition même de l'intelligentsia. Sont des intellectuels les individus et groupes qui, dans un débat public, définissent et redéfinissent ce qui est essentiel ou caractéristique de l'époque. Depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle, c'est-à-dire depuis la réactivation du système politique domestique dans le grand-duché de Finlande qui faisait partie de l'empire russe, les intellectuels existent en tant que catégorie sociale. C'est au XIX^e siècle que sont nés une presse moderne et un mouvement national, se manifestant tant dans un cadre finnophone que suédophone. Suédoise par la langue, grâce à l'appartenance des provinces finlandaises au Royaume de Suède pendant les siècles précédant les guerres napoléoniennes, cette élite se scinda en deux. Une partie adopta la langue finnoise et chercha l'appui de la paysannerie finlandaise, dominante et constituée de propriétaires, tandis que l'autre, d'orientation libérale, garda la langue suédoise et mit l'accent sur la défense des institutions politiques finlandaises face à la Russie. Le lien très étroit qui s'est créé entre l'élite intellectuelle à l'université d'Helsinki et l'élite administrative et politique du pays, caractérise assez bien l'émergence du mouvement national. Les intellectuels – bâtisseurs de la Nation –, aussi bien finnophones que

¹ Au sens de *celebrities*, comme le dit la traduction anglaise de son livre *Le pouvoir intellectuel en France*.

² Deux ouvrages sur l'histoire de la Finlande sont traduits en français (Jutikkala, Pirinen, 1978 et Hentilä, Jussila, Nevala, 1999).

suédophones, ont joué un rôle essentiel dans la construction de l'État. Un grand nombre de sénateurs (une fonction correspondant à celle de ministre) étaient d'anciens professeurs d'université. Les leaders les plus prestigieux du mouvement national ont été recrutés dans le corps professoral qui, dès lors, a accédé à des positions importantes dans les structures politiques du pays. Mais le rôle traditionnel des intellectuels en tant que représentants du « peuple » – surtout du peuple finnois parlant la langue finnoise – est celui qui compte le plus dans le contexte actuel. Les intellectuels s'adressent au peuple finlandais ou finnois, et c'est en fonction de lui qu'ils prétendent au rôle de porte-parole. Pour reprendre la distinction de Pierre Rosanvallon (1998) entre modèle « descriptif » et modèle « constructif » de la représentation, il s'agit ici d'un modèle « descriptif ». Selon la première conception, « la représentation consiste en une simple description, en une traduction » de la société et de ses groupes ; l'objectif est de « refléter une société connue dans sa structure. [...] La société est appréhendée comme étant composée d'unités élémentaires repérables ». Dans cette optique, la société se présente comme transparente, composée de groupes conçus « comme simple expression de l'activité sociale » (Rosanvallon, 1998 : 91 ; 129 ; 178). Justement, cette conception de la représentation a pris forme dans le processus de l'organisation populaire au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, processus dans lequel les intellectuels ont joué un rôle crucial. Toute organisation populaire de masse se faisait à travers un mouvement associatif à grande échelle, comme c'était aussi le cas en Suède et en Norvège à la même époque. Les associations volontaires constituaient la forme qu'ont prise notamment le mouvement de tempérance (mouvement pour la prohibition de l'alcool), le mouvement de la jeunesse paysanne et le mouvement ouvrier. Les intellectuels ont pris la tête de ces mouvements, comme porte-parole des groupes organisés du « peuple ». En adoptant ce rôle, ils ont construit des visions rivales de ce qu'était la Finlande comme Nation et entité politique : « La volonté du peuple s'est établie comme concept de fond de la langue politique [...] par l'intermédiaire de l'activité des associations. [...] Une culture politique s'est formée, une culture qui est marquée par [...] les organisations de la société civile en tant que représentants de la "volonté du peuple" par rapport à l'État » (Liikanen, 1995 : 332). En d'autres termes, un niveau intermédiaire d'organisations associatives s'est peu à peu créé entre les individus et l'État, tandis que les intellectuels ont occupé une place centrale dans ce processus de médiation en tant que leaders de ces mouvements. De plus, ce rôle de représentant du « peuple » s'est enraciné dans la conception que les intellectuels se faisaient d'eux-mêmes. Dans les années 60 et 70, le modèle a opéré sa dernière métamorphose par une identification des jeunes intellectuels à la classe ouvrière projetée comme « peuple », et par différentes formes d'adhésion au parti communiste finlandais. Bien que l'image des

intellectuels ait varié, la conception de soi en tant que porte-parole du « peuple » organisé s'est avérée durable. Au XIX^e siècle, les intellectuels se cherchaient un rôle par rapport à la paysannerie ascendante. Après l'avènement de l'indépendance de la Finlande en 1917 et une guerre civile sanglante en 1918, ils tenaient à s'identifier à cette même classe dans leurs efforts pour réintégrer la Nation devant la menace soviétique, et pour évincer la Gauche, surtout les communistes.

Finalement, dans les années 60 et 70, les jeunes intellectuels ont cherché des contacts avec les organisations établies des communistes pro-soviétiques, voulant ainsi compenser les souffrances endurées, un demi-siècle plus tôt, par les vaincus de la guerre civile. Peu à peu, l'intelligentsia s'est constituée dans les institutions universitaires, puis elle s'est installée dans les structures politiques et administratives de l'État, alors que, dans le même temps, elle adoptait le rôle de porte-parole de groupes organisés. Par exemple, dans l'entre-deux-guerres, la plupart des premiers ministres finlandais étaient titulaires d'un poste de professeur à l'université d'Helsinki.

Un classement des intellectuels finlandais

Cette tradition s'exprime clairement dans un sondage réalisé en 1989 par le quotidien *Helsingin Sanomat*³, à l'instar des hit-parades des sondages effectués en France par les magazines *Lire* et *L'Événement du Jeudi* (in : Rahkonen, Roos, 1993). Il s'agit d'une enquête réalisée auprès d'un groupe de personnalités faisant partie du champ intellectuel auxquelles il était demandé de citer les intellectuels considérés comme les plus importants en Finlande. Dans ce palmarès, la position prédominante des professeurs d'université est frappante, notamment ceux d'Helsinki⁴. Les autres intellectuels les mieux placés étaient écrivains. Il y avait également un philosophe, activiste du mouvement écologiste, un autre affilié à l'université d'Helsinki et un politologue diplomate. Si l'on inclut les professeurs dans ce groupe, la majorité des personnalités citées étaient – ou avaient été – au service de l'État. D'ailleurs, l'un de ces professeurs avait occupé la plus haute fonction de l'Église luthérienne, une institution étroitement liée à l'État en Finlande. En résumé, le fait que ce groupe venait, pour une grande part, de

³ *Helsingin Sanomat*, (09/04/89).

⁴ Au moment de l'enquête ou, auparavant, 6 des 14 personnalités les mieux placées étaient professeurs à l'université d'Helsinki (et 8 sur 16 occupaient un poste de professeur).

l'université d'Helsinki témoigne de l'importance continue du lien entre l'intelligentsia et l'État. Ces résultats sont très différents de ceux d'une enquête menée en France (Rahkonen, Roos, 1993). En effet, dans le groupe finlandais et contrairement au palmarès français, un seul membre était représentant de la « médiocratie » (Debray, 1985) – le jeune philosophe évoqué ci-dessus. Si l'on prend également en considération les membres du jury, et ce « qui sera juge de la légitimité des juges » (Bourdieu, 1984 : 275), ce classement apparaît comme un indice de la vision du monde intellectuel en Finlande. En l'occurrence, les universitaires et le milieu « académique » étaient très bien représentés non seulement parmi les élus, mais aussi parmi le jury dont la liste avait été établie par *Helsingin Sanomat*. Est significatif aussi le fait que ce sondage a été conçu par deux professeurs de l'université d'Helsinki. Pourtant, à l'époque du sondage, de grandes mutations sociales étaient déjà en cours ou à venir. Ce sont là des bouleversements propres à saper le rôle traditionnel des intellectuels en Finlande.

D'abord, la chute de l'URSS et l'entrée de la Finlande dans l'Union européenne ont radicalement changé les champs d'action des intellectuels. Ainsi le lien traditionnel entre l'État et ces derniers a-t-il perdu sa raison d'être. Ce lien reposait sur la formation de l'État et de la Nation pour créer, avec l'appui des intellectuels, une solidarité populaire envers l'État, ce qui était important pour renforcer ce dernier par rapport à la domination russe. Il y avait également une manière de penser qui a perdu sa raison d'être, celle prévalant au XIX^e siècle et revenant à distinguer la politique et la morale. Elle consistait en une attitude détachée, « réaliste », caractéristique de l'approche traditionnelle de l'intelligentsia finlandaise qui s'identifiait à la raison d'État et à sa survie et qui, parfois, touchait au cynisme. C'est ce qu'a bien exprimé Johan Vilhelm Snellman, le philosophe du mouvement national qui, conseillant la prudence aux Finlandais après la rébellion des Polonais contre les Russes en 1863, expliquait que le peuple a le droit « de se soumettre à la contrainte externe de l'histoire pour protéger son futur. Ce ne sont que les tribus sauvages que nous voyons se battre jusqu'à l'anéantissement » (Salminen, 1984 : 86). Aujourd'hui, une nouvelle flexibilité dans le rapport entre intellectuels et État a commencé à se faire jour, en même temps que s'est créé plus d'espace pour les prises de positions morales des intellectuels.

L'ouverture à l'Europe, entraînée par la chute de l'URSS, a provoqué un débat sur le rôle des intellectuels, par rapport à la Finlande ou au peuple finlandais, d'une part, et l'Europe, de l'autre (Keryell, 1998). L'identification au peuple et l'identification à l'Europe se présentent souvent comme deux options presque contradictoires selon des modalités qui ne sont pas nécessairement typiques au regard des autres pays. En relation avec

cette question de l'identification, dès lors qu'il n'existe plus un « peuple » au sens traditionnel de groupes sociaux distincts, représentables par des organisations distinctes, les intellectuels ne jouent plus le rôle spécifique ou évident de porte-parole.

Si, en Finlande, la médiatisation de la société a un impact essentiel sur l'ensemble de ces transformations, chez les voisins scandinaves, la situation est différente. En effet, malgré une forte tradition de radio-télévision publique, le pays présente un paysage audiovisuel très commercial. Des quatre chaînes nationales, deux sont privées⁵. D'ailleurs, l'une d'elles reste pionnière en la matière depuis la diffusion des premières émissions de télévision au milieu des années 50. En fait, l'initiative privée qui, en Finlande, a précédé les programmes de télévision publique explique les bases solides d'une télévision commerciale qui a démarré avant les autres pays nordiques, malgré la tradition de contrôle gouvernemental typique, notamment du voisin suédois. En ce qui concerne la radio, la Finlande présente l'un des systèmes les plus décentralisés en Europe, avec un réseau de nombreuses stations commerciales locales. La médiatisation de la société a contribué à l'érosion des cultures de classes traditionnelles, d'autant que la société médiatique lance un défi au modèle de la représentation. Comme l'explique Pierre Rosanvallon (1991 : 137) : « L'entrée dans un monde médiatique bouleverse en effet complètement la notion de représentation. Traditionnellement, le groupe ne peut être représenté que par un intermédiaire, une organisation mandataire qui parle pour lui, lui donne une voix et un visage. [...] Dans la société médiatique, le besoin d'organisation tend à s'effacer : la société se trouve dans une situation de représentation permanente, mais sans qu'il y ait à proprement parler de représentant identifiable. Par l'intermédiaire des médias, la société se présente instantanément à elle-même et les groupes ne ressentent plus de la même façon le besoin de s'organiser pour exister ». En l'occurrence, les médias accentuent fortement les formes de représentation capables de susciter des identités, mais qui n'ont pas besoin de s'appuyer sur une organisation spécifique. Cette tendance, pour autant qu'elle existe, et elle est sans aucun doute réelle, concerne davantage le rôle des intellectuels finlandais que celui des intellectuels français. Dans la tradition finlandaise, la position et le prestige des intellectuels reposent sur l'expression de la voix du « peuple », représentable car organisé. Ce modèle descriptif fait peut-être moins bien face au défi de la « représentation permanente » que le modèle

⁵ En Suède, jusque dans les années 90, on pouvait parler « d'une sorte d'Albanie en matière de médias, une citadelle à la fois assiégée et isolée » (Feigelson, 1993). En Finlande, les programmes en suédois sont retransmis par les deux chaînes nationales du service public et composent une partie de la programmation.

français qui souligne la dimension constructiviste de la représentation présupposant que « le peuple ne préexiste pas au fait de l'invoquer et de le rechercher : il est à construire » (Rosanvallon, 1998 : 18). Dans la tradition républicaine française – liée à la Révolution française, semble-t-il – la représentation du « peuple » organisé importe moins qu'en Finlande. Par conséquent, la médiatisation y modifie moins le sort des intellectuels.

Tendances actuelles et tradition finlandaise

Parallèlement, on constate deux contre-tendances – créées par le caractère même des médias d'aujourd'hui – qui semblent bien correspondre à la tradition finlandaise. Bastien François et Érik Neveu (1999 : 38-42) les nomment la « désuniversalisation » de la figure de l'intellectuel par les journalistes et le « développement de la figure de l'intellectuel "expert", notamment dans la France contemporaine ». En ce qui concerne la « désuniversalisation », Bastien François et Érik Neveu considèrent que, dans le cadre médiatique, la possibilité même de l'autonomie de la parole de l'intellectuel comme agent « intellectualisant la politique, luttant contre la violence symbolique des discours d'autorité », est un idéal universaliste extrêmement difficile à faire valoir puisque les journalistes sont devenus des producteurs pour certains intellectuels (cf. le classement des intellectuels mentionnés). Mais d'un point de vue finlandais, « l'idéal universaliste », ou la figure de l'intellectuel « luttant contre la violence symbolique des discours de l'autorité », n'ont apparemment jamais eu une position aussi prépondérante qu'en France. Il s'ensuit que la « désuniversalisation » effectuée par les journalistes ne frappe pas l'idéal de l'intellectuel aussi gravement qu'en France. Ensuite, la figure de l'intellectuel « expert » ou celle de l'intellectuel « responsable », définies par Bastien François et Érik Neveu (1999 : 40)⁶, permettent de lister certains traits : un « travail de définition des problèmes et des solutions vers le "grand public" via la publication de livres, un efficace réseau éditorial et journalistique [...], la mobilisation d'intellectuels à fort prestige académique, une visée de redéfinition d'une figure de l'intellectuel "responsable", le positionnement à l'interface des mondes sociaux de l'Université, de la haute fonction publique, des grandes entreprises et du politique ». Mais encore une fois, et *a fortiori*, cette tendance existe en Finlande depuis le XIX^e siècle, au moins en tant que mise au service du peuple ou engagement en sa

⁶ Pour la définition de l'intellectuel « expert », voir aussi l'article d'É. Neveu dans *Questions de communication* (2003 : 109-120).

faveur, tout en étant au service de l'État. Ces éléments, « travail de définition des problèmes et des solutions vers le “grand public”, “mobilisation d'intellectuels à fort prestige académique” et “le langage du réalisme, voire de l'éthique de responsabilité » (François, Neveu, 1999 : 41), correspondent tous à l'image de l'intellectuel finlandais. Cette tendance doit aussi avoir des implications différentes de celles qui sont à l'œuvre en France. Elles ne sont pas nécessairement moins significatives, mais elles ne créent pas de tensions. La situation actuelle reste ambiguë et la tradition, bien plus résistante qu'on ne pourrait l'imaginer, se manifeste dans le nouveau classement des intellectuels, effectué par *Helsingin Sanomat* (2002). Dans cette reprise du sondage de 1989, on observe une réduction (mais non la disparition) des professeurs d'université – et surtout ceux de l'université d'Helsinki – aux premières places du palmarès⁷, ainsi qu'une augmentation des intellectuels médiatiques⁸. En outre, les femmes ont gagné du terrain⁹. Pourtant, par un examen plus détaillé, on s'aperçoit que l'élite administrative et politique ne perd que très partiellement du terrain. Le politologue diplomate, déjà bien placé en 1989, a gardé sa place et figure en compagnie du ministre des Affaires étrangères actuel (qui est aussi historien et activiste des années 60), ainsi que d'un ex-ministre (qui est également écrivain)¹⁰.

Conclusion

En somme, cette situation atteste d'une certaine continuité dans le changement. La représentation descriptive par rapport au « peuple » ou aux groupes organisés a perdu son sens, mais cette image de l'intellectuel responsable, lié à l'État, ne se dissipe pas aussi facilement. Dans la société médiatique finlandaise, persistent des attentes, partagées par les intellectuels et leur public, quant au rôle du pays ou de la place de ses habitants dans le monde du XXI^e que les intellectuels seraient à même de définir. L'influence de Moscou a été remplacée par celle de Bruxelles, mais l'interaction entre les développements intérieurs finlandais et les dépendances extérieures reste une donnée essentielle. Ces contraintes ont même eu tendance à s'accroître sous une forme

⁷ Dans le sondage de 2002 (*Helsingin Sanomat*, 27/01/2002), il n'y avait que 3 universitaires sur les 13 personnalités classées tandis qu'en 1989, il y en avait 6 sur 14.

⁸ 3 en 2002 contre 1 en 1989.

⁹ En 1989, il n'y avait aucune femme sur les 14 premiers ; elles sont 3 sur 13 dans le classement de 2002.

¹⁰ De plus, si on regarde les noms de ceux qui suivent dans la liste, il s'y trouve encore plusieurs professeurs.

plus « européenne », du fait de la nécessité de reconsidérer tant la place de la Finlande au sein d'un espace balte plus élargi que celle des Finlandais au croisement de l'Est et de l'Ouest.

Références

- Bauman Z., 1987, *Legislators and Interpreters : On Modernity, Post-Modernity and Intellectuals*, Oxford, Blackwell.
- Debray R., 1979, *Teachers, Writers, Celebrities : The Intellectuals of Modern France*, trad. du français par D. Macey, London, Verso, 1985.
- Feigelson K., 1993, « Le paysage audiovisuel suédois en transition », *Dossiers de l'audiovisuel*, 51, sept.-oct., pp. 2-3.
- François B., Neveu É., dirs, 1999, « Introduction : Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », pp. 13-58, in : François B., Neveu É., dirs, *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques, des débats publics contemporains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Hentilä S., Jussila O., Nevakivi J., 1999, *Histoire politique de la Finlande XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard.
- Jutikkala E., Pirinen K., 1978, *Histoire de la Finlande*, Neuchâtel, Éd. de la Baconnière.
- Keryell G., 1998, « Ethnicité et construction nationale, langues "naturelles" et langues instituées : de la production de quelques représentations culturelles sur les langues finnoise et française », *La Bretagne linguistique. Cahiers du groupe de recherche sur l'économie linguistique de la Bretagne*, vol. 12, Actes du colloque « Y a-t-il une exception sociolinguistique française ? », 5-6 juin 1997, Centre de recherche bretonne et celtique, Brest, pp. 243-275.
- Liikanen I., 1995, *Fennomania ja kansa. Jukkojärjestäytymisen läpimurto ja Suomalaisen puolueen synty* (with an English Summary « Fennomania and the People : The Breakthrough of Mass Organization and the Birth of the Finnish Party »), Helsinki, SHS.
- Neveu É., 2003, « Recherche et engagement : actualité d'une discussion », *Questions de communication*, 3, pp. 109-120.
- Rahkonen K., Roos J-P., 1993, « The Field of Intellectuals : The Case of Finland », *International Journal of Contemporary Sociology*, 30, pp. 154-172.
- Rosanvallon P., 1991, « La représentation difficile. Réflexions sur le cas français », pp. 123-138, in : Pécaut D., Sorj B., dirs, *Métamorphoses de la représentation politique au Brésil et en Europe*, Paris, Éd. du CNRS.
- 1998, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard.
- Salminen J., 1984, *Rajamaa*, Porvoo, Helsinki/Juva, WSOY.